

De l'esprit créateur et de la volonté de changement

Les relations entre anglophones et francophones, la diversité des intérêts économiques des provinces et les écarts existant entre leurs revenus, constituent depuis longtemps des défis pour le fédéralisme canadien. Jusqu'à présent ce dernier réussit à les relever. Pourtant, la conjoncture actuelle, dominée par des revendications plus affirmées que par le passé, de la part du Québec et des autres provinces, lui lance un défi sans précédent.

On imagine difficilement que la structure fédérale actuelle puisse se maintenir sans qu'elle ne soit profondément modifiée et sans que tout changement ne réponde à deux conditions. D'une part, il devra tenir compte de la dualité culturelle et politique de la société canadienne – et, principalement, des nouvelles aspirations québécoises; d'autre part, des particularismes régionaux et provinciaux en général. Il faudra, en d'autres termes, et satisfaire le Québec et trouver un nouvel équilibre entre un pouvoir central fort et des provinces également fortes. La tâche est loin d'être facile et les Canadiens devront faire preuve de souplesse et d'esprit créateur.

Le choix n'est pas simple: entre le statu quo et l'indépendance du Québec la solution reste à inventer et elle se situe quelque part entre ces deux extrêmes. Les tentatives de révision constitutionnelle des dernières années se sont soldées par des échecs.

La crise actuelle du fédéralisme canadien ne sera surmontée que si la tension qu'elle crée engendre une volonté réelle de changement inspiratrice de solutions éclairées.

Il existe quatre partis sur la scène politique fédérale: le Parti libéral, le Parti progressiste-conservateur, le Nouveau parti démocratique (N.D.P.) et le Parti du crédit social. Seuls les deux premiers, souvent appelés «les grands partis», ont ce qu'on pourrait appeler une vocation majoritaire, le Parti libéral étant considéré comme le groupe politique dominant puisqu'il a été au pouvoir durant la majeure partie du XX^e siècle. Les deux partis minoritaires, s'ils ne sont pas négligeables, n'ont jamais formé de gouvernement fédéral.

Les partis politiques canadiens, comparés aux partis français, sont essentiellement pragmatiques. Ils ne s'adonnent guère aux grands débats idéologiques, et en définitive, se veulent tous «modérés». Le centre est occupé par les deux «grands partis» dont les positions de fond sont souvent similaires. A gauche, on trouve le N.P.D., assez comparable au «Labour» britannique, et, à la droite, un parti régional, celui du Crédit social, qu'on a parfois comparé au Poujadisme.

Les relations entre anglophones et francophones au Canada ont marqué la fortune des partis. Les francophones ont presque toujours appuyé en bloc le parti jugé le plus favorable